

## MARTIN Marielle



### Formation

2009 : Doctorat en droit, Université Paris II – Panthéon ASSAS, thèse sur « Le droit français de la transparence et des pratiques restrictives », dir. Professeur Louis Vogel, doctorat en droit, mention très honorable, félicitations à l'unanimité, autorisation de publier en l'état.

2002 : DEA – grade de master – Droit des obligations civiles et commerciales, Université Paris V – René Descartes.

1988 : Sur concours, Agrégation d'économie et gestion, spécialité : administration des entreprises et collectivités.

1986 : Maîtrise de droit des affaires, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne.

1985 : Licence en droit, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne.

1984 : DEUG de droit, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne.

De 1984 (sur concours) à 1988 : Elève-Professeure de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de Cachan.

De 1982 à 1984 : Classe préparatoire à l'ENS et aux grandes écoles.

1982 : Baccalauréat, série D.

### Domaine de spécialisation

Droit, économie et gestion.

### Fonction principale

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2010 : Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, en poste permanent au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), École Management et Société (MS), Equipe pédagogique nationale n° 10 (EPN 10), comptabilité, contrôle, audit (CCA), Institut national des techniques économiques et comptables (Intec).

De septembre 1988 à août 2010 : Professeure agrégée (PRAG) d'économie et gestion, en poste permanent au Cnam-Intec.

### Expérience professionnelle

#### En entreprises

AXA (gestion des ressources humaines).  
Crédit Agricole (gestion des ressources humaines).  
St Raphaël France (service commercial).

#### En milieu éducatif

Enseignement du droit et de l'économie à l'école hôtelière de Paris.  
Enseignement du droit en classe préparatoire à l'École Normale Supérieure de Cachan.

#### Cnam et établissements partenaires

Université de Fort-de-France.  
Université de Pointe-à-Pitre.  
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Denis-de-la-Réunion.

Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises de Casablanca.  
Télétravail avec le CNED de Lyon.

## Distinction

2003 : Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques.

## Activités d'enseignement

Diverses UE juridiques couvrant différentes branches du droit (droit des affaires, droit civil, droit pénal, droit procédural,...), ainsi que des UE d'économie, de gestion, de communication et de synthèse essentiellement dans le cadre des études comptables supérieures préparant aux métiers de l'expertise comptable et du commissariat aux comptes ; en lien, notamment, avec les instances professionnelles.

Enseignements présentiels (cours magistraux ; cours oraux du jour, du soir, renforcés ; animation de séances de regroupement, de TD, de séminaires ; ...).

Enseignements à distance (rédaction de polycopiés universitaires ; conception de sujets de devoirs et examens ; corrections ; enregistrement d'émissions radiophoniques ; enregistrement de CD-Rom ; animation de conférences interactives sur Internet ; animation d'un forum d'étudiants ; ...).

Auprès de publics de l'enseignement supérieur, en formation initiale comme en formation continue, en cursus classique ou en apprentissage. En France et à l'étranger. Aux niveaux L, M et D.

Missions de tutorat pour la préparation des mémoires de fin de cycles (master,...).

## Activités administratives et responsabilités collectives

Responsable nationale et internationale de l'enseignement d'UE juridiques (plusieurs milliers d'étudiants et plusieurs dizaines d'enseignants vacataires durant chaque année universitaire) au sein du Cnam-Intec :

- UE 111 « Introduction au droit ».
- UE 112 « Droit des sociétés » (sept. à déc. 2015).

Responsable pour le Cnam de trois licences professionnelles « Métiers de la comptabilité » (févr. à juin 2014).

Conceptrice et responsable de diverses formations pluridisciplinaires à destination principalement d'entreprises de banque et d'assurance.

Membre de jurys (épreuves écrites et orales).

## Activités de recherche

Membre du LIRSA (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Sciences de l'Action) du Cnam : équipe d'accueil EA4603 (composante CRC : centre de recherche en comptabilité).

Membre du jury de soutenance de la thèse de doctorat en droit privé de Rose-Monde Zang Ndong : « Le droit des pratiques restrictives de concurrence et la protection de la partie faible dans la relation commerciale », dir. Professeure Edith Blary-Clément, Université Lille 2, 7 juillet 2014, mention très honorable.

Contributrice : « La confiance dans les relations professionnelles : un présupposé juridique malmené ? », *in* journée d'études : « La confiance en questions », LIRSA-Cnam, Paris, 20 mars 2015.

Contributrice : « La dénonciation sous l'angle juridique : la délicate quête d'un équilibre des protections », *in* journée d'études : « Faire l'économie de la dénonciation », LIRSA-Cnam, Paris, 21 mars 2014.

Coorganisatrice, avec Alexis Collomb, Philippe Durance, Sonny Perseil et Lionel Roure, du premier séminaire transversal du LIRSA sur le thème : « La transparence : nécessité ou nuisances pour les organisations ? », Cnam, Paris, 9 avril 2013.

Contributrice, avec Sonny Perseil : « Le droit français entre visibilité et transparence », séminaire LIRSA, Cnam, Paris, 9 avril 2013.

## Publications

### Articles dans des revues avec comités de lecture

2015 : « Pratiques anticoncurrentielles : des sanctions pécuniaires en clair obscur », *Revue française de comptabilité*, février.

2014 : « Amende pénale, civile ou administrative ? Illustration en droit de la concurrence », *Revue française de comptabilité*, septembre.

2014 : « Vente de locaux professionnels : quelle priorité pour le locataire ? », *Revue française de comptabilité*, juillet-août.

2014 : « Le rétablissement professionnel : nouvelle procédure de liquidation, sans liquidation », *Revue française de comptabilité*, juin.

2014 : « L'action (en justice) de groupe (de consommateurs ?) », *Revue française de comptabilité*, mai.

2012 : « Clause de réserve de propriété : quand l'habitude fait le droit », *Revue française de comptabilité*, avril.

2011 : « Contribution aux pertes n'est pas obligation aux dettes », *Revue française de comptabilité*, décembre.

2011 : « Les délais de paiement et l'affacturage inversé », *Revue française de comptabilité*, juin.

2011 : « Égalité des droits pour le professionnel libéral indépendant », *Revue française de comptabilité*, avril.

2011 : « La sauvegarde financière accélérée : nouvelle « procédure collective » », *Revue française de comptabilité*, mars.

2011 : « Le « tiers de confiance » : un intervenant d'avenir », *Revue française de comptabilité*, février.

2010 : « Le professionnel : généralisation des obligations d'information et de conseil », *Revue française de comptabilité*, décembre.

2010 : « Simplification des dispositions relatives à la gouvernance des entreprises », *Revue française de comptabilité*, novembre.

2010 : « Le patrimoine d'affectation : application envisagée à l'entrepreneur individuel », *Revue française de comptabilité*, mars.

2010 : « L'interdiction des prix imposés : vers une meilleure prise en compte des réalités économiques ? », *Revue française de comptabilité*, janvier.

2009 : « Location d'actions contre location-gérance de fonds de commerce », *Revue française de comptabilité*, mai.

2009 : « La cession de dettes en droit français : pourquoi ? comment ? », *Revue française de comptabilité*, mars.

2009 : « Une prestation libérale est-elle commerciale au regard du droit de la concurrence », *Revue française de comptabilité*, février.

2005 : « Les sociétés d'exercice libéral : sociétés civiles ou commerciales ? », *Revue française de comptabilité*, mars.

2004 : « Extension de la responsabilité pénale des personnes morales », *Revue française de comptabilité*, juin.

2004 : « La cession des parts d'une société équivaut-elle à la vente de son fonds de commerce ? », *Revue française de comptabilité*, avril.

2004 : « L'autonomie de gestion : nouvel élément jurisprudentiel nécessaire à la qualification du fonds de commerce ? », *Revue française de comptabilité*, mars.

2003 : « De quelques bouleversements au droit des affaires apportés par la loi pour l'initiative économique » *Revue française de comptabilité*, novembre.

2003 : « Le droit sur ordonnances » *Revue française de comptabilité*, octobre.

2003 : « Les cautions dirigeantes ne sont pas des cautions comme les autres », *Revue française de comptabilité*, janvier.

2002 : « L'entreprise est-elle une notion juridique ? », *Revue française de comptabilité*, septembre.

2002 : « Quand la gestion sociétale des sociétés devient une obligation légale », *Revue française de comptabilité*, mai.

2002 : « Le statut des baux commerciaux et la condition d'immatriculation du preneur au RCS ou au RM », *Revue française de comptabilité*, mars.

2002 : « La société européenne est (presque) arrivée!<sub>3</sub> », *Revue française de comptabilité*, février.

2002 : « Fonds de commerce et contrat de franchise », *Revue française de comptabilité*, janvier.  
2001 : « Vers la validité de la cession des clientèles civiles et la consécration du fonds libéral ? », *Revue française de comptabilité*, décembre.  
2001 : « Du nouveau en droit de la concurrence et en droit processuel : à propos de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques », *Revue française de comptabilité*, octobre.  
2001 : « Du nouveau en droit des sociétés : à propos de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques », *Revue française de comptabilité*, septembre.  
2001 : « La nature juridique des liens entre les associés et les créanciers d'une société civile dotée de la personnalité morale », *Revue française de comptabilité*, juin.  
2001 : « Le professionnel et les clauses abusives », *Revue française de comptabilité*, mai.  
2001 : « Procédures collectives : le non-cumul des responsabilités civiles des dirigeants de sociétés anonymes », *Revue française de comptabilité*, avril.

2003 : « Les contrats à distance », *Revue de la recherche juridique*, n° 2003-3, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, p. 1821 à 1853.

### Ouvrages individuels

Marielle Martin, « Le droit français de la transparence et des pratiques restrictives de concurrence », Ed. PUAM (Presses Universitaires d'Aix-Marseille), Coll. de l'Institut de droit des affaires, 2012, 480 p., Préf. Louis Vogel.

Marielle Martin, « Exercices d'introduction au droit de l'entreprise », Ed. LITEC, Coll. Expertise comptable, dir. Maurice COZIAN, 2001, 189 p.

### Ouvrages collectifs

Marielle Martin, « La confiance dans les relations professionnelles : un présupposé juridique malmené ? », in « La confiance en questions », Ed. L'Harmattan, Coll. Perspectives organisationnelles, dir. Sophie Agulhon, Franck Guarniéri, Sonny Perseil et Yvon Pesqueux, mars 2016, p. 315 à 340.

Marielle Martin, « Le droit français entre visibilité et transparence », avec Sonny Perseil, in « Faire l'économie de la dénonciation », Ed. L'Harmattan, Coll. Perspectives organisationnelles, dir. Sonny Perseil et Yvon Pesqueux, mars 2015, ouvrage labellisé FNEGE, p. 53 à 65.

Marielle Martin, « La dénonciation sous l'angle juridique : la délicate quête d'un équilibre des protections », in « Faire l'économie de la dénonciation », Ed. L'Harmattan, Coll. Perspectives organisationnelles, dir. Sonny Perseil et Yvon Pesqueux, mars 2015, ouvrage labellisé FNEGE, p. 107 à 128.

Marielle Martin, « Gestion juridique, fiscale et sociale », manuel avec Christophe Aubertin, Olivier Delbard, Valérie Gomez-Bassac, Sylvie Hebert, Georges Langlois, Catherine Maillet-Baudrier, Françoise Rouaix, dir. Alain Burlaud, Ed. Foucher, Coll. Expertise comptable, épreuve n° 1 du Diplôme Supérieur de Comptabilité et Gestion, niveau Master, de 1<sup>ère</sup> éd. 2008 à 9<sup>ème</sup> éd. 2016, 762 p.

Marielle Martin, « Cas de synthèse : économie générale, économie d'entreprise, droit » (sujets et corrigés), avec Laurent Izard, Ed. Foucher, 1989, 142 p.

### Autres travaux

Marielle Martin, « Droit de l'entreprise » puis « Introduction au droit », cours par correspondance du Cnam-Intec, avec devoirs et corrigés, diffusion CNED, de 2007 à 2017, mis à jour annuellement, env. 500 p.

Marielle Martin, « Droit des professionnels », cours par correspondance du Cnam-Intec, avec devoirs et corrigés, diffusion CNED, de 2002 à 2004, mis à jour annuellement, env. 230 p.

Divers supports pédagogiques pour le Cnam-Intec (études de cas de synthèse, fiches de TD, compléments pédagogiques sur Internet,...), depuis 1988.